

ADEME STRATÉGIE

Février 2025 # 72



Data

Les données clés de la lettre

P. 2

Histoire

Changement climatique :
observer l'évolution des
perceptions

P. 4

Dossier

Des Français moins
mobilisés, mais en attente
de politiques publiques
plus ambitieuses

P. 7

La parole à

L'utilisation des dispositifs
d'enquête pour l'action
publique

P. 11

25 ans d'opinion sur le changement climatique



L'ÉDITO

Patrick Jolivet,
directeur à la Transition juste – ADEME

Depuis 25 ans, l'ADEME sonde l'opinion des Français sur le changement climatique, ses causes, ses conséquences et les moyens que nous pouvons mobiliser pour en atténuer les effets. Cet historique permet de dessiner de grandes tendances depuis un quart de siècle. Alors que dans les perceptions, l'effet de serre allait concerner les générations futures, désormais plus d'un Français sur deux nous répond avoir subi les effets du changement climatique sur son lieu de vie. Le changement climatique est devenu, avec l'érosion de la biodiversité, la principale préoccupation de nos compatriotes en matière d'environnement,

alors qu'au début du siècle, ils déclaraient être avant tout préoccupés par les pollutions de l'air ou de l'eau.

Mais le principal enseignement de ces baromètres, c'est que les Français sont aujourd'hui prêts à modifier de façon importante leur mode de vie, à la condition que les efforts soient équitablement répartis sur l'ensemble du spectre social. Ayant déjà adopté à titre individuel un certain nombre de « petits gestes » en faveur de l'environnement, ils attendent désormais une action ambitieuse à l'échelle des États, des entreprises et des instances internationales. Plébiscitant une politique économique volontariste et favorable à des mesures réglementaires ou fiscales, ils se montrent fort éloignés des idées reçues sur une soi-disant « écologie punitive ». La priorité ne semble plus être de convaincre les Français de la nécessité d'une action collective et efficace, mais bien de la mettre en œuvre. ●

Les données clés de la lettre

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre (GES) a conduit l'ADEME, dès l'année 2000, à mettre en place des mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société française. À cet effet, des enquêtes par sondage ont été réalisées chaque année sur des échantillons représentatifs de la population, âgée de 15 ans et plus, permettant à l'ADEME de réaliser un baromètre de l'opinion des Français sur le changement climatique.

LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Plus de **1 Français sur 2** considère qu'il subit déjà les conséquences du **réchauffement climatique**.

Ils étaient près de 2 fois moins nombreux il y a 10 ans.

De manière relativement stable ces dernières années,

2/3 des Français



considèrent que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques.

L'ENVIRONNEMENT DANS LE TOP 3 DES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS DEPUIS 2019



LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE REPRÉSENTE LE PRINCIPAL PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL POUR LES FRANÇAIS DEPUIS UNE DÉCENNIE



Depuis que la question est posée dans le baromètre :

70 %

des Français en moyenne considèrent que les scientifiques évaluent correctement les risques du changement climatique.

LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Depuis 24 ans,

60 %

des Français en moyenne pensent qu'il faudra **modifier de façon importante nos modes de vie** pour limiter le changement climatique.

Seulement **11 %**

misent sur le **progrès technique**.

Mais ils seraient prêts à accepter les changements nécessaires en premier lieu, si **les efforts étaient partagés de façon juste entre tous les membres de la société** à

66 %

et si **ces changements étaient décidés collectivement** à

45 %

CERTAINES PRATIQUES DES FRANÇAIS ONT FORTEMENT ÉVOLUÉ CES SEPT DERNIÈRES ANNÉES



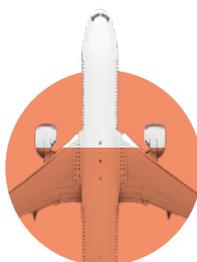
Baisser la température ou limiter la climatisation

+ 21 %



Consommer moins

+ 16 %



Ne pas prendre l'avion pour ses loisirs

+ 13 %



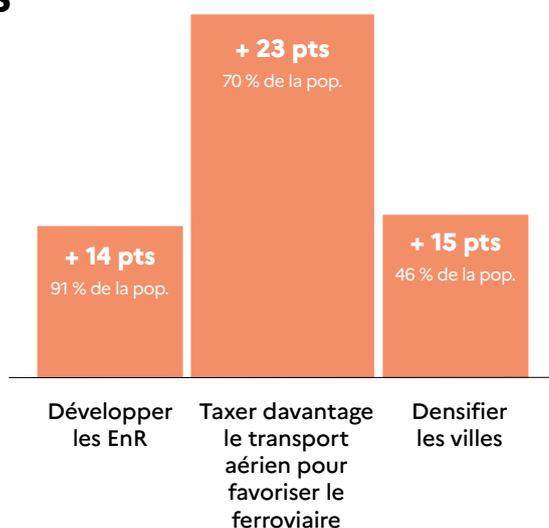
Limiter la consommation de viande

+ 8 %

Une forte adhésion pour des politiques publiques de transition écologique

Globalement, pour **7 Français sur 10**, la priorité économique du gouvernement devrait être de **soutenir exclusivement les activités qui préservent l'environnement** plutôt que tous les secteurs de l'économie, au risque de conséquences négatives sur l'environnement.

Top 3 des actions publiques connaissant les plus fortes hausses en 10 ans



CLIMATOSCEPTICISME



62 %

des Français sont convaincus qu'il y a actuellement un changement climatique et qu'il est dû à l'activité humaine.

30 %

pensent que le changement climatique est dû à un phénomène naturel.

2 %

nient l'existence du changement climatique.

6 %

ne se prononcent pas.



Les résultats complets de l'enquête

Changement climatique : observer l'évolution des perceptions

À l'ADEME, trois sociologues ont successivement piloté le baromètre Les représentations sociales du changement climatique : Chantal Derkenne, Solange Martin, puis Anaïs Rocci. Elles reviennent ici sur ses forces et les évolutions qu'il a connues.

Ce sondage auprès des Français de 15 ans et plus sur le changement climatique débute en 2000, dans un contexte où les médias ne parlent pas encore de ce sujet. Les négociations pour le climat débutent, la première COP ayant eu lieu en 1995. Le changement climatique apparaît encore assez lointain, pourtant les questions relatives à la compréhension de ce phénomène et la manière dont les Français pourraient le vivre ont rapidement semblé importantes.



Chantal Derkenne explique : « À l'origine, l'ADEME souscrivait au dispositif d'enquête du CREDOC sur les conditions de vie et aspirations des Français dans lequel figuraient des questions relatives aux politiques publiques de gestion de l'environnement. Nous avons pensé y introduire le changement climatique et puis de fil en aiguille, nous avons créé un sondage à part entière sur le sujet, qui depuis l'origine a été coconstruit et analysé avec Daniel Boy, alors chercheur au CEVIPOF. »

Depuis, l'enquête est renouvelée annuellement et s'intéresse plus largement à la place de l'environnement dans les préoccupations des Français, aux représentations des causes et conséquences du changement climatique, des solutions et mesures de politiques publiques, ainsi qu'à l'engagement individuel.

La spécificité de ce baromètre, c'est sa longévité. « Une force de l'enquête, précise Chantal Derkenne, est d'avoir réussi à conserver l'essentiel des questions depuis le début, tout en permettant au sondage d'évoluer. Ce qui est essentiel, c'est d'avoir les valeurs relatives à travers le temps pour comprendre comment une opinion peut évoluer. »

Solange Martin, qui reprendra le pilotage du baromètre de 2014 à 2020, complète d'ailleurs : « On observe des évolutions extrêmement incrémentales dans l'opinion des gens, en évi-

tant les effets de loupe. La force de cette magnifique enquête – la plus vieille sur le changement climatique – c'est de montrer la persistance du climatocépticisme à l'heure actuelle, la polarisation des opinions, ainsi que la perméabilité de l'opinion publique par rapport à l'actualité médiatique et politique. »

S'il est nécessaire de conserver les mêmes questions, le questionnaire a néanmoins évolué. « Il y a une question que j'ai ajoutée, précise Solange Martin, et dont je suis très fière, c'est sous quelles conditions accepteriez-vous les changements nécessaires pour lutter contre le changement climatique ? » Les réponses montrent en effet que les conditions d'équité et de justice sociale sont déterminantes pour les Français. Anaïs Rocci, qui a depuis repris le pilotage du dispositif, complète : « La difficulté, c'est de jongler entre la nécessité de conserver des questions pour mesurer les évolutions et celle de s'adapter au contexte. Par exemple, nous avons ajouté la santé publique dans la liste des préoccupations après le covid. Parfois, on met des années à stabiliser une bonne formulation. »

Depuis 2016, l'enquête est complétée par des focus sur certains publics : les agriculteurs, les jeunes, les retraités, les Ultramarins, les chefs d'entreprise, les élus locaux, les parlementaires.

« Une force de l'enquête est d'avoir réussi à conserver l'essentiel des questions depuis le début, tout en permettant au sondage d'évoluer. »

CHANTAL DERKENNE

« Nous essayons de suivre ces publics dans le temps. Nous avons aussi fait des analyses plus fines en concaténant l'échantillon des 20 premières vagues. Et chaque année, depuis 2022, la base, compilée depuis ses origines, est accessible en *open data*¹. C'est important car nos données servent à d'autres : chercheurs, collectivités, associations... Elle constitue un suivi unique en France sur ces enjeux, complémentaire d'autres enquêtes comme celle du ministère de la Transition écologique sur l'opinion des Français sur l'environnement. »

1. Source : <https://data.ademe.fr/datasets/barometre-representations-sociales-du-changement-climatique-2024>

Une méthode où se rencontrent les savoirs

L'originalité de l'enquête sur les représentations des Français est d'éclairer la décision publique tout en fournissant des données utiles à la recherche académique. Daniel Boy et Bruno Jeanbart nous éclairent sur la méthode employée.

BIOEXPRESS



DANIEL BOY, DIRECTEUR DE RECHERCHE ÉMÉRITE À SCIENCES PO (CEVIPOF)

Durant sa carrière de chercheur, il a notamment travaillé sur l'évolution des attitudes à l'égard de l'environnement et des mouvements écologistes. Il appuie l'ADEME dans la réalisation du baromètre sur les représentations sociales du changement climatique depuis ses origines.

Daniel Boy, pouvez-vous nous expliquer la genèse de cette étude ?

Daniel Boy — En entrant au CEVIPOF, un laboratoire de sciences politiques, je me suis intéressé à la montée du mouvement environnemental et à ce que pensent les gens du réchauffement climatique. Avec les équipes de l'ADEME, nous avons alors monté la première enquête. Et cela dure depuis 25 ans. Nous avons fait évoluer les questions avec les trois sociologues qui ont géré ce projet.

Quels grands enseignements en tirez-vous, après 25 ans ?

D. B. — Cette étude montre que les gens ont mis très longtemps à comprendre ce qu'était l'effet de serre, cette question ne faisait pas partie des préoccupations des Français. Ce terme « effet de serre » sera d'ailleurs abandonné en 2015, au profit de « réchauffement climatique ». Les choses ont changé parce que, petit à petit, les gens ont commencé à éprouver ce changement climatique, les canicules, les inondations. Au bout de 5 ans, nous avons commencé à poser la question de savoir quelles actions ils étaient prêts à faire : trier ses déchets, éteindre les lumières, etc. Avec le temps, nous avons ajouté de nouveaux items, comme la consommation de viande. Au fur et à mesure, nous avons compris que les gens étaient prêts à agir et que même si les choses étaient lentes à évoluer, elles bougeaient quand même. Là où il y a le plus d'inertie, c'est sans doute sur la mobilité, car la seule volonté ne suffit pas, il faut un environnement autour qui n'existe pas toujours, comme les transports en commun.

Avez-vous constaté des évolutions plus marquées sur certaines catégories de population ?

D. B. — Absolument. Les professions intermédiaires du « care » comme les enseignants et travailleurs sociaux, mais aussi les cadres supérieurs, ceux qui ont un niveau d'étude élevé et des revenus confortables, ont toujours été plus sensibles. Concernant



les décideurs, nous avons constaté qu'ils avaient toujours une position particulière, à la fois plus sensibilisés à la question, mais aussi plus optimistes. Eux se rendent bien compte de l'importance du problème, et ils pensent que l'on va s'en sortir. Les agriculteurs, qui sont touchés directement par le phénomène, ont des réponses différentes s'il s'agit de petits agriculteurs, beaucoup plus sensibilisés, ou de grands, pour qui l'environnement est davantage un problème. On a également ciblé les jeunes. Il est rare de suivre les 15-17 ans. Or, l'enquête de l'ADEME le fait et montre que cette tranche d'âge est très sensibilisée à ces questions. Sur la tranche 18-30 ans, ils sont au contraire plus nombreux que la moyenne de la population à penser qu'il n'y a pas de changement climatique. On peut donc dire que c'est une idée reçue d'affirmer que les jeunes en général sont plus sensibilisés et davantage prêts à faire évoluer leurs pratiques.

« On peut donc dire que c'est une idée reçue d'affirmer que les jeunes en général sont plus sensibilisés et davantage prêts à faire évoluer leurs pratiques. »

DANIEL BOY

Y a-t-il d'autres évolutions spécifiques à noter ?

D. B. — Oui, il y en a une, car nous constatons désormais une vraie fracture sur la question environnementale entre la gauche et la droite. La gauche s'est approprié les idées des Verts depuis 2017, et est désormais relativement unanime sur le réchauffement climatique. *A contrario*, la droite se radicalise et parle d'écologie punitive. Alors qu'il y avait au départ peu de différence entre les partis politiques sur ces questions, nous assistons ces dernières années à des positions plus tranchées.

BIOEXPRESS

**BRUNO JEANBART, VICE-PRÉSIDENT D'OPINIONWAY**

Diplômé de Sciences Po Paris, de l'université de Bath et titulaire d'une maîtrise de sociologie politique, il travaille depuis 27 ans sur l'analyse de la vie politique et la mesure de l'opinion publique. Il est également l'auteur de *La Présidence anormale, aux racines de l'élection d'Emmanuel Macron*, Éditions Cent Mille Millions/Descartes & Cie, 2018.

Bruno Jeanbart, pouvez-vous nous expliquer votre rôle ?

Bruno Jeanbart — Notre rôle chez OpinionWay, c'est évidemment de réfléchir avec les équipes de l'ADEME et avec Daniel Boy sur le questionnaire, la formulation des nouvelles questions, celles à conserver ou non, etc.

Ensuite, au-delà de ce travail sur le questionnaire, nous avons en charge de recruter l'échantillon et de nous assurer de sa représentativité vis-à-vis de la population française en nous basant sur les données de l'INSEE, de faire passer le questionnaire, de traiter les données et de les mettre en forme.

Avez-vous fait évoluer la méthode ?

B. J. — Il y a eu une grande évolution au moment où nous avons pris en charge ce baromètre, c'est le changement de méthode de passation du questionnaire. Avant 2013, nous interrogeons par téléphone, puis nous sommes passés en ligne à partir de 2014. Cela s'est justifié car c'est une méthode qui est aujourd'hui classique, moins coûteuse, qui permet des questionnaires un peu plus longs tout en offrant des garanties de fiabilité tout aussi fortes.

Ce changement a fait l'objet d'un accompagnement vraiment très précis. Cette année-là, nous avons conduit l'enquête des deux façons pour voir si le changement de méthode influençait les réponses. La seule différence observée sur une question historique, c'est pour celle où nous demandons si les désordres du climat sont liés à l'effet de serre, à des phénomènes naturels, ou si personne ne peut dire avec certitude quelle est son origine. Sur ce dernier item, nous avons eu une grosse variation au profit du oui, ces désordres sont causés par l'effet de serre. Nous pouvons voir cette petite rupture sur la courbe des 25 ans du baromètre.

« C'est un baromètre qui a une grande ancienneté, et il est rare d'en avoir un qui dure aussi longtemps. »

BRUNO JEANBART

Avez-vous constaté d'autres effets de ce changement de méthode ?

B. J. — Nous nous sommes aussi rendu compte que les pratiques vertueuses étaient un peu surdéclarées, et qu'avec l'interrogation en ligne, ces taux baissaient pour mieux correspondre à ce que l'on sait être la réalité. Mais la suppression de l'enquêteur n'a pas fait beaucoup changer l'opinion sur la plupart des questions. Et le mode en ligne se prête mieux à des sujets un peu plus complexes comme ici, car les gens peuvent prendre le temps de bien lire la question.

C'est un baromètre qui a une grande ancienneté, et il est rare d'en avoir un qui dure aussi longtemps, mais il a connu beaucoup de modifications sur les termes. Il y a un compromis à trouver entre des formulations compréhensibles par le grand public et le discours scientifique. Et il est sain que l'ADEME souhaite garder des questions pour avoir des indicateurs pérennes, tout en étant capable de s'adapter, car le sujet et le contexte évoluent.

**Y a-t-il des éléments auxquels vous êtes très attentifs ?**

B. J. — Je dirais que l'effet contextuel est très important sur les réponses. Les années de vagues de chaleur, ou lorsque le sujet est très présent médiatiquement, cela se reflète dans les représentations.

Un élément à surveiller est cette part de la population relativement stable dans le temps qui ne nie pas le changement climatique, mais qui doute de ses origines. Diminuera-t-elle à l'avenir avec la progression de la connaissance et le changement constaté du climat ?

Un autre indicateur que j'aime suivre est le fait de savoir si nous parlons suffisamment, trop, ou pas assez de ce sujet dans les médias, car nous évoquons beaucoup cette question de *backlash* écologique en sciences politiques et c'est important de surveiller si à un moment donné, nous ne nous retrouvons pas avec un sentiment de trop-plein sur le sujet, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent.

Des Français moins mobilisés, mais en attente de politiques publiques plus ambitieuses

La dernière édition du baromètre de l'ADEME révèle une attente particulièrement forte des Français à l'égard de mesures politiques ambitieuses, à la hauteur des enjeux climatiques. Dans le même temps, nous observons une légère démobilisation à l'échelle individuelle.

En 2024, plus d'un Français sur deux déclare avoir déjà subi les conséquences du réchauffement du climat là où il habite ; un record. Pour y faire face, ils attendent plus d'actions de la part des pouvoirs publics, aussi bien à l'échelle nationale que territoriale. Tout se passe comme si, conscients de l'urgence climatique, ils ressentaient une forme de lassitude vis-à-vis des injonctions aux écogestes et préféraient déléguer davantage à la puissance publique des actions à la hauteur des enjeux.

→ **Une adhésion pour des mesures politiques fortes qui s'accroît cette année...**

Globalement, les Français se sont toujours montrés majoritairement favorables à une diversité de mesures de politiques publiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais cette année, on observe une forte hausse de leur adhésion, avec notamment un pic de soutien pour le développement des énergies renouvelables à 91 % (+ 14 points en 10 ans).

Les mesures réglementaires sont particulièrement plébiscitées : interdire la publicité pour les produits ayant un fort impact environnemental (souhaitable pour 84 % des Français) ; obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements (72 %) ; limiter la circulation des véhicules les plus polluants dans les grandes agglomérations (72 %) ; obliger la restauration collective publique à proposer une offre de menu végétarien, bio et/ou de saison (68 %). Mais ce sont les mesures de taxation qui profitent des plus fortes hausses : taxer le transport aérien pour favoriser le transport par le train (70 % de Français favorables, + 6 points en un an et + 27 % en 20 ans) ; + 7 points depuis 2023 pour taxer davantage les véhicules les plus émetteurs de GES (63 % favorables) et augmenter les prix des produits à fort impact environnemental (60 %).

Cette évolution atteint des valeurs élevées même pour des mesures qui se situent parmi les moins souhaitées, telles que densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire (46 %, + 8 points en un an et + 15 points en 10 ans), abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/h (49 %, + 14 points en 4 ans).

Le baromètre révèle également que pour 7 Français sur 10, la priorité économique du gouvernement devrait être de soutenir exclusivement les activités qui préservent l'environnement plutôt que tous les secteurs de l'économie, au risque de conséquences négatives sur l'environnement (28 %). À l'échelle locale, 84 % des Français considèrent que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux conditions climatiques.



→ **... sous condition d'équité et de justice sociale**

L'adhésion aux mesures de politiques publiques de transition dépend fortement de leurs conditions de mise en œuvre. Ainsi, parmi la liste de mesures destinées à limiter les émissions de GES proposée dans l'enquête, 51 % des Français considèrent comme souhaitable d'augmenter la taxe carbone (pour 15 % « très souhaitable »), en hausse de 6 points par rapport à 2023, sans retrouver le record de 2017 à 55 %. Leur opinion est encore plus favorable (69 %, + 4 points) en y ajoutant comme condition que « cela ne pénalise pas le pouvoir d'achat des ménages des classes moyennes et modestes, et que les recettes de la taxe soient utilisées pour financer des mesures de transition écologique, notamment sur les territoires ».

À titre personnel, 18 % seraient prêts à payer une taxation supplémentaire sur les carburants pour lutter contre le réchauffement climatique (+ 5 points entre 2023 et 2024), en y ajoutant des conditions de compensation par une baisse d'impôt, une redistribution aux catégories modestes et moyennes, ou l'utilisation des recettes pour la transition énergétique, ils seraient même 57 %.

Conscients de l'urgence climatique, près de 60 % des Français (stable dans le temps) considèrent qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie. Toutefois, ils seraient prêts

à accepter les changements nécessaires si les efforts étaient partagés de façon juste entre tous les membres de la société (66 %) et si ces changements étaient décidés collectivement (45 %).

Or aujourd'hui, les Français ont le sentiment que les États, pourtant jugés comme les acteurs les plus efficaces pour résoudre le problème de changement climatique, n'agissent pas à la hauteur de leur potentiel, tout comme les entreprises et les instances internationales, contrairement aux collectivités locales, aux associations et aux citoyens. Ils estiment avoir fait suffisamment d'efforts à l'échelle individuelle ces dernières années et cela pourrait expliquer que leur mobilisation s'essouffle.

Les évolutions des pratiques déclarées des Français témoignent d'une véritable inflexion des comportements sur la longue durée.



Alors que nous avons constaté un pic pour beaucoup d'actions en 2023 (notamment moins consommer, limiter sa consommation de viande, ne pas prendre l'avion ou encore privilégier les achats de seconde main), cette année, la dynamique d'évolution des pratiques individuelles pour réduire l'impact des modes de vie est en baisse, laissant supposer une forme de démotivation quant à l'effort que les Français sont prêts à faire.

En effet, nous notons un basculement entre ce que les répondants déclarent faire et ce qu'ils ne font pas ou plus, mais pourraient faire facilement (2024 vs 2023) : ne pas prendre l'avion, - 7 pts ; veiller à acheter des légumes de saison, - 6 pts ; trier ses déchets, - 4 pts. Cette baisse s'observe particulièrement chez les CSP+.

Par ailleurs, 64 % des Français déclarent qu'ils pourraient faire plus d'efforts pour réduire leurs émissions de GES (+ 4 points), et seulement 31 % estiment faire leur maximum.

Tout se passe comme si, conscients de l'urgence climatique, ils ressentent une forme de lassitude vis-à-vis des injonctions

aux écogestes et préféreraient déléguer davantage à la puissance publique des actions à la hauteur des enjeux.

Au-delà de la disposition à faire des efforts, la capacité à s'investir est fortement dépendante des ressources des ménages : 44 % d'entre eux qui déclarent « s'en sortir très difficilement » ont le sentiment de « faire leur maximum » et 29 % qu'ils « pourraient en faire plus ». Alors que les proportions s'inversent quand les ménages « s'en sortent très facilement » : 23 % estiment « faire leur maximum » et 60 % qu'ils « pourraient en faire plus ». Certaines pratiques restent très difficiles à mettre en place, notamment dans le domaine de la mobilité quand elles sont dépendantes des infrastructures. Au-delà de la qualité, les solutions alternatives n'existent bien souvent tout simplement pas.

+

Les limites de l'écocitoyenneté

Éclairage de Maël Ginsburger, maître de conférences en sociologie, université Paris Cité

Les résultats du 25^e baromètre *Les représentations sociales du changement climatique* documentent la perception qu'ont les Français des pratiques de consommation qu'ils sont enjoint à mettre en œuvre pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. Ceux-ci confirment la centralité des « petits gestes » dans la liste des actions mises en œuvre : malgré une légère baisse, 79 % des personnes interrogées déclarent trier les déchets, et plus des deux tiers affirment mettre en œuvre des gestes de modération des dépenses énergétiques. À l'inverse, les pratiques relevant d'une logique de modération de la consommation, en particulier lorsqu'elles touchent au domaine des transports, sont bien plus rarement déclarées (49 % déclarent ne pas prendre l'avion pour leurs loisirs, 33 % expliquent utiliser les transports en commun plutôt que la voiture). De telles pratiques dépendent bien évidemment du contexte de leur mise en œuvre, ce que les termes d'« effort » voire d'« action » tendent à invisibiliser : s'agit-il d'un effort de ne pas prendre l'avion pour un ménage n'en ayant pas les moyens ? Étiquetterait-il cette non-utilisation des transports aériens comme une action mise en œuvre positivement en faveur de l'environnement ? Ce contexte est non seulement matériel (la proximité des infrastructures de transport en commun ou des producteurs locaux, le budget à disposition du ménage pour accéder à des produits disposant d'écolabels), mais aussi social. Les résultats comparés du baromètre entre 2023 et 2024 suggèrent en outre une forme de « repolitisation » des solutions écologiques, avec un recul dans l'adhésion aux actions individuelles – dont les plus émettrices demeurent encadrées dans des faisceaux de contraintes (budgétaire, résidentielle, familiale, liée à la disponibilité des infrastructures) inégaux selon la classe sociale et le lieu de résidence – et un soutien croissant en faveur de mesures politiques ambitieuses.

→ Une montée du climatoscepticisme à surveiller

Le changement climatique fait désormais partie du quotidien des Français. Aujourd'hui, plus d'un Français sur deux (52 %, + 7 points – un record) déclare avoir déjà subi les conséquences du réchauffement climatique là où il habite. Et près de 8 Français sur 10 considèrent qu'ils ressentent déjà ou ressentiront d'ici seulement une dizaine d'années les conséquences du désordre climatique dans leur vie.

Sur la durée, depuis le début de notre baromètre, l'évolution de l'opinion sur le phénomène de changement climatique est plutôt positive. En 2001, un tiers seulement des répondants estimaient que « les désordres du climat [étaient] causés par l'effet de serre », aujourd'hui ils sont 56 %, après un pic à 64 % en 2022. 49 % ne savaient pas se prononcer sur les vraies causes du désordre du climat en 2001 ; aujourd'hui, ils sont seulement 15 %. Le scepticisme vis-à-vis de la cause anthropique du changement climatique n'a pas beaucoup bougé pendant plusieurs années : autour de 15 % jusqu'en 2014, puis autour de 20 % jusqu'en 2023.

Toutefois, en 2024, on relève une hausse de ce climatoscepticisme. Près de 30 % des Français considèrent que les désordres climatiques et leurs conséquences sont des phénomènes naturels, comme il y en a toujours eu. Une augmentation de 7 points par rapport à 2023 et de 12 points depuis 2020. Ce pic aujourd'hui fait ainsi doubler la part des personnes qui estiment que les désordres du climat sont des phénomènes naturels comme la Terre en a toujours connu en l'espace de plus de 20 ans (15 % en 2001 à 29 % en 2024).

Il existe plusieurs sortes de climatosceptiques :

- ceux qui nient complètement la réalité du changement climatique : 2 % de la population ;
- ceux qui n'ont pas d'idée précise et ne se prononcent pas : 6 % ;
- et ceux qui considèrent que c'est un phénomène naturel comme il y en a toujours eu : 30 %.

Pourtant, un tiers seulement n'est pas convaincu de l'unanimité de la communauté scientifique sur la question. La confiance dans les scientifiques reste d'ailleurs stable au fil des ans. Depuis l'origine du baromètre, environ deux tiers des personnes interrogées considèrent que la théorie selon laquelle l'augmentation de l'effet de serre entraînerait un réchauffement de l'atmosphère est une certitude pour la plupart des scientifiques. De même, la confiance qu'ils leur accordent pour évaluer les risques évolue peu au fil des ans : 71 % considèrent que les scientifiques « évaluent correctement les risques du changement climatique ».

Ainsi, ni les désordres climatiques subis en France et à travers le monde ni les rapports du GIEC qui pointent l'unanimité scientifique sur le sujet ne renforcent l'idée, auprès de la population, que l'effet de serre et les activités humaines en sont la cause. Tout se passe comme s'il y avait une sorte de sidération vis-à-vis de l'ampleur des désordres climatiques et qu'on en oubliait la cause réelle. La médiatisation de ces images de catastrophes – mettant davantage l'accent sur les

conséquences de ces désordres climatiques que sur les causes et les solutions – renforce probablement encore ce sentiment d'une nature devenue folle.

En effet, alors que 40 % des Français considèrent que l'on parle suffisamment du changement climatique, et qu'un tiers trouve que l'on n'en parle pas assez, le pourcentage de personnes estimant que l'on évoque trop ce sujet dans la presse ou à la télévision augmente. Il atteint aujourd'hui 26 % ;



Comment expliquer le climatoscepticisme ?

*Éclairage d'Amélie Deloffre,
cofondatrice de Parlons Climat*

Si l'existence du changement climatique fait aujourd'hui consensus au sein des Français (seulement 2 % estiment qu'il n'existe pas), des zones de doutes portent sur ses causes. Ainsi, près d'un tiers des Français déclarent qu'il s'agit d'un phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu, et une même proportion estime que les scientifiques exagèrent les risques de celui-ci. Sur la base de ce constat, nous avons mené chez Parlons Climat une série d'entretiens auprès de climatosceptiques qui mettent en lumière une grande variété de doutes allant de la méconnaissance à l'ambiguïté, en passant par l'incapacité à trancher entre cause anthropique ou naturelle.

Paradoxalement, le nombre de climatosceptiques semble en augmentation ces dernières années alors même que le sujet est de plus en plus médiatisé (33 % des Français trouvent que l'on ne parle pas assez de climat, en baisse constante depuis 2017 avec - 10 points). Alors que d'importants efforts d'information et de pédagogie ont été déployés par les médias et les associations pour sensibiliser et donner les clés au grand public, nos entretiens ont révélé que ce n'est pas tant l'absence de connaissances sur le sujet qui explique le climatoscepticisme, mais qu'il s'agit surtout d'une posture défensive face à la transition écologique, celle-ci générant des crispations sociales, économiques et politiques auprès d'une partie de la population la jugeant « trop politisée », avec des solutions « peu adaptées » ou « financièrement inaccessibles ».

Par ailleurs, en travaillant à partir des données de l'ADEME, nous avons déterminé que près d'un tiers des climatosceptiques sont de potentiels alliés du climat dans la mesure où ils acceptent le consensus scientifique, l'adaptation future de leur territoire, mais aussi les politiques climatiques, au même niveau que le reste de la population française. Cette distinction nous permet d'établir que les convictions sur les causes du changement climatique ne sont pas forcément déterminantes en matière d'engagement et de posture face à la crise climatique.

Pour en savoir plus : www.parlonsclimat.org/etude-climatosceptiques

une minorité qui, comparée aux chiffres de 2011 (16 %), prend de l'importance, laissant penser à une possible saturation du public devant l'avalanche d'images de canicules, d'incendies ou d'inondations dans les médias de grande diffusion.

Les personnes âgées de plus de 65 ans sont plus nombreuses à estimer que l'on en parle trop (70 %), tout comme celles qui se situent « à droite » de l'échiquier politique : 82 % (contre 36 % « très à gauche »). *A contrario*, les moins de 25 ans sont plus nombreux à penser que l'on n'en parle pas assez.

Ces convictions sur le changement climatique sont pour partie liées à l'âge, au niveau d'études, mais surtout à la proximité politique. Ainsi, cette montée du climatoscepticisme se cristallise très certainement dans la polarisation politique autour de l'écologie et du changement climatique qui s'est considérablement accrue ces dernières années. On observe une forme de radicalisation des plus réfractaires au discours écologique. Quand 79 % de ceux qui se classent « très à gauche » sont convaincus du caractère anthropique du changement climatique, ils sont seulement 49 % parmi ceux qui se classent « à droite ». Les personnes qui ont beaucoup de sympathie pour les mouvements écologistes ne sont que 7 % à considérer que c'est un phénomène naturel, alors qu'ils sont 50 % chez ceux qui n'ont pas du tout de sympathie pour ces mouvements. De même, 91 % des répondants « très à gauche » estiment que les risques sont correctement évalués par les scientifiques, contre 57 % des « très à droite ».



Concernant l'âge, on observe depuis des années que les très jeunes, 15-17 ans, sont convaincus que le changement climatique est dû aux activités humaines, contrairement aux seniors qui se montrent plus sceptiques. Chez les 18-24 ans et les 25-34 ans, le climatoscepticisme vis-à-vis de la cause anthropique – mais aussi de la réalité même du changement climatique – se renforce ces dernières années : quand 18 % des 15-17 ans considèrent que c'est un phénomène naturel, ils sont 30 % parmi les 18-24 ans et même 45 % parmi les 25-34 ans. Il faut toutefois rappeler que deux tiers des Français sont convaincus de l'impact des activités

humaines sur le changement climatique, qu'une minorité émet des doutes envers les scientifiques et que l'environnement et le changement climatique restent une préoccupation forte (dans le top 3). Dès lors, l'enjeu n'est pas tant de convaincre les Français, mais de leur donner les moyens d'agir en portant des mesures politiques ambitieuses à la hauteur des enjeux, et permettant de faire évoluer les modes de vie.

+

La polarisation partisane accrue des attitudes à l'égard de l'environnement

*Éclairage de Simon Persico,
professeur de science politique à Sciences Po Grenoble,
UGA et au laboratoire Pacte*

Alors que la vie politique française est polarisée en trois blocs, dans les urnes comme à l'Assemblée nationale, cette polarisation affecte l'opinion des Français en matière d'environnement et les différences se sont accrues dans le temps. Le baromètre de l'ADEME, qui documente depuis 2010 le parti politique dont les répondants se sentent le plus proches, et depuis 2014, leur positionnement sur l'axe gauche-droite, montre que les attitudes à l'égard de l'écologie ont toujours été structurées par l'appartenance partisane et que les différences s'accroissent. Ainsi, dans la dernière vague, les électeurs qui se positionnent à gauche sont 44 % à considérer que l'environnement fait partie des 3 enjeux les plus importants, contre 14 % des électeurs qui se positionnent à droite. Dans le temps long, on s'aperçoit que, si l'attention accordée à l'environnement a crû chez tous les électors, cette hausse est encore plus significative dans celui de gauche (+ 19 points depuis 2015) que dans celui de droite (+ 6 points). La différence entre répondants de gauche et répondants de droite se retrouve dans d'autres questions évaluant la diffusion des positions climatosceptiques (ceux qui considèrent que le changement climatique n'existe pas ou qu'il n'est pas d'origine humaine) ou mesurant le sentiment que l'on parle trop du changement climatique. À chaque fois, la différence entre personnes interrogées de droite et de gauche est de l'ordre de 20 points, avec les centristes ou les personnes qui refusent de se situer dans une position intermédiaire. Les électeurs de droite et d'extrême droite sont les plus climatosceptiques et les moins intéressés par l'écologie. Il s'agit d'ailleurs des seuls électors qui ne se sont pas écologisés au cours des quinze dernières années. Cela correspond à la trajectoire des responsables politiques de droite et d'extrême droite qui sont de plus en plus nombreux à remettre en cause des politiques environnementales jadis consensuelles comme le développement des énergies renouvelables, la suppression des passoires thermiques ou l'arrêt de l'artificialisation des sols.

L'utilisation des dispositifs d'enquête pour l'action publique

Éric Pautard, sociologue au Commissariat général au développement durable et Hélène Clot, directrice stratégie, innovation et relations citoyennes à Grenoble-Alpes Métropole, nous parlent de leurs dispositifs d'enquête inspirés et complémentaires du baromètre de l'ADEME.

BIOEXPRESS

HÉLÈNE CLOT

Après avoir travaillé une dizaine d'années dans l'évaluation des politiques publiques, notamment dans la politique de la ville, elle est aujourd'hui responsable d'une direction qui articule ces fonctions d'aide à la décision avec la participation citoyenne et la relation aux usagers, à Grenoble Alpes Métropole.

ÉRIC PAUTARD

Eric Pautard est sociologue au CGDD. Depuis 20 ans, il travaille sur les questions environnementales et énergétiques. Au sein du service statistiques du ministère de la Transition écologique, il coordonne les enquêtes consacrées à l'appropriation sociale des enjeux environnementaux.

Hélène Clot, pouvez-vous nous parler de votre dispositif ?

Hélène Clot — Nous avons ressenti le besoin de compléter notre dispositif d'observation classique qui s'appuie sur des statistiques publiques et des données administratives, par la mise en place d'un baromètre, parce que nous avions tout un pan assez aveugle sur les connaissances et représentations des habitants de la métropole grenobloise sur le climat et nos actions. Nous avons été très intéressés par les résultats de votre enquête, et nous nous en sommes inspirés. Notre dispositif d'enquête, le baromètre des transitions, a démarré il y a 3 ans dans le cadre du programme Capitale verte de l'Europe. La première grosse enquête date de 2022, nous avons construit un questionnaire « pratiques écologiques » passé à un panel d'environ 700 répondants avec Grenoble École de Management, en particulier avec la chercheuse Fiona Ottaviani avec qui nous travaillons depuis longtemps sur la mesure du bien-être. L'idée est de combiner des questions de connaissances et de perceptions avec des questions les plus descriptives possible sur les pratiques écologiques et enfin sur la propension à changer. Nous faisons aussi des focus sectoriels sur l'eau, la consommation et les déchets, et dernièrement sur les questions d'inégalités socio-environnementales.

Et vous, Éric Pautard, quel dispositif d'enquête animez-vous au Commissariat général au développement durable (CGDD) ?

Éric Pautard — Au service de la donnée et des études statistiques du Commissariat général au développement durable (CGDD), nous sommes les héritiers des enquêtes de l'Institut français de l'environnement (IFEN) lancées dès le milieu des années 1990, qui sont historiquement plutôt centrées sur l'appropriation des enjeux environnementaux au sens large. Nous avons commencé à investir la question du changement climatique à partir du milieu des années 2000, c'est pourquoi nous avons toujours suivi avec énormément d'intérêt le baromètre de l'ADEME. Il est rare d'avoir une enquête d'aussi long terme et de pouvoir se reposer dessus. Comme nous nous appuyons sur les travaux de l'ADEME, nous investissons moins le sujet climat. Nous traitons des enjeux environnementaux plus largement. Nous avons eu un baromètre avec le CREDOC², depuis 2007 nous avons une enquête avec l'INSEE³ et nous venons de lancer une enquête avec Sciences Po Paris.



« Ce baromètre permet de mieux comprendre l'acceptabilité des mesures et d'avoir une lecture plus nuancée de la société française. »

ÉRIC PAUTARD

2. Baromètre sur la sensibilité environnementale dans le dispositif d'enquête conditions de vie du CREDOC

3. Baromètre avec l'INSEE : pratiques environnementales des ménages

Qu'est-ce qui vous a été le plus utile dans nos enquêtes, à l'un et l'autre ?

H. C. — Nous avons repris certaines des questions telles quelles, pour voir s'il y avait une spécificité du territoire par rapport aux réponses nationales. Les préoccupations ne sont par exemple pas dans le même ordre : chez nous, la pollution de l'air arrive en seconde position. Cette spécificité montre que la prise de conscience est bonne et que l'on peut donc communiquer sur les solutions (changement des chauffages au bois non performants, ZFE...), il y a un potentiel d'engagement, contrairement à d'autres sujets où l'on n'a pas encore le seuil de conscientisation ou de concernement et pour lesquels on devra donc avoir une communication plus amont. Autre point particulièrement instructif, ce sont les conditions sous lesquelles les gens accepteraient de changer : comme dans l'enquête nationale, la justice sociale et le partage équitable des contraintes ressortent beaucoup. Le climatocpticisme exprimé dans l'enquête nationale est un point qui nous fait réfléchir. Le changement climatique n'est plus dans le futur : nous vivons déjà des inondations, des canicules, etc., mais plutôt que générer de la surmobilisation, cela engendre une démobilisation ou une maladaptation. Ce fossé entre la connaissance et l'action nous amène à réduire le temps dédié aux explications des causes du changement et à mettre en avant les solutions, les parcours usagers et leurs bénéfiques.

É. P. — Ce baromètre montre que nous avons tendance à penser que l'opinion n'évolue pas alors que si. Le climat est devenu un enjeu et le baromètre le montre assez bien. Cela permet de mesurer le chemin parcouru. Nous sommes très intéressés par ce baromètre, par sa longévité et par ses focus, qui permettent de mieux comprendre les capacités des gens à agir et l'acceptabilité des mesures. Cela nous permet de mieux saisir où en sont la population, les jeunes, les parlementaires et les chefs d'entreprises sur ces sujets, pour construire des politiques publiques adaptées et ajuster la communication. Cela nous permet d'avoir une lecture plus nuancée de la société française.

Comment ces données sont-elles utilisées pour aider à l'action publique ?

H. C. — Ces enquêtes et retours de citoyens sont précieux car aujourd'hui, ils font partie intégrante de la fabrique des politiques publiques qui ne sont plus envisagées sans prendre en considération non seulement à qui elles s'adressent, mais également comment elles sont conçues. Nous sommes en train de mettre en place une zone à faible émission (ZFE). Les enquêtes ont été indispensables pour concevoir et ajuster le dispositif d'accompagnement. Par exemple, nous venons de conduire une évaluation et nous nous rendons compte que la ZFE reste très peu connue et est perçue comme nécessaire mais inéquitable par la plupart des gens, quel que soit leur niveau de motorisation. Le lien avec la qualité de l'air est très peu fait

et le clivage entre les pour et les contre se joue essentiellement sur la place de la voiture en ville. Ce type de retour nous aide à réfléchir et à prioriser, à revoir le dispositif sur les critères d'attribution, la façon de la présenter, etc. Je dirais donc globalement que ces enquêtes nous aident à comprendre les motivations, représentations et marges de manœuvre des individus par catégories. La classification selon l'âge, la CSP et le lieu de résidence nous invite à affiner nos dispositifs et nos messages, et à prioriser nos cibles d'intervention.

É. P. — Ces enquêtes nous permettent d'alimenter le débat public avec des données de référence. Par exemple, nous sommes en charge de réaliser tous les 4 ans un rapport complet sur l'état de l'environnement dans le pays, qui est une obligation internationale que la France a prise dans le cadre de la Convention d'Aarhus. Nous considérons que l'information en matière d'environnement est un droit et que celle-ci doit être neutre, objective et sourcée ; nous nous appuyons donc sur les statistiques et utilisons le baromètre de l'ADEME pour parler des enjeux du climat. L'expertise ministérielle sur ces sujets est aussi très demandée par les collectivités locales, les acteurs de l'éducation à l'environnement, etc. Ce que nous avons aussi vu apparaître, c'est l'importance que les gens donnent aux risques provoqués par les phénomènes extrêmes. Le baromètre montre bien qu'ils ont compris le lien entre dérèglement climatique et catastrophes naturelles. C'est pourquoi nous devons travailler sur l'adaptation.



« Ces enquêtes nous aident à comprendre les motivations, représentations et marges de manœuvre des individus par catégories. »

HÉLÈNE CLOT

ADEME STRATÉGIE



Directrice de la publication : Anne Varet – Rédactrice en chef : Stéphanie Guignard – Rédactrice : Anais Rocci – Photos : MidJourney, Roxanne Desgagnes/Unsplash, Roland Bourguet/ADEME – Isabelle Feix/ADEME
Conception et réalisation : becardéas – ISSN : 1954-3794 (en ligne) – Réf. : 012739 – février 2025.
Retrouvez les lettres ADEME Stratégie sur infos.ademe.fr

[Vous souhaitez vous abonner à la lettre ?](#)
[Le formulaire est accessible ici](#)

